

# Budget 2017 de l'université Lille 1

## CA du 9 décembre 2016

<b>NOTE DE PRESENTATION PAR L'EQUIPE PRESIDENTIELLE DU BUDGET 2017 .....</b>	<b>2</b>
<b>LE BUDGET 2017 .....</b>	<b>4</b>
1- LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES BUDGET AGREGE .....	4
Le tableau 1 : budget de l'établissement principal (lille1 hors SACD et SIE) .....	4
Le tableau 2 : budget des SACD (SAIC+DUSVA+CNL).....	4
Le tableau 3 : budget agrégé.....	5
2-LA MASSE SALARIALE.....	6
Le tableau 4 : Les ETP et la masse salariale 2017. ....	7
3-LES RECETTES PAR ORIGINE DE FINANCEMENT .....	7
Le tableau 5 : Les encaissements par origine de financement. ....	7
4- LES DEPENSES PAR DESTINATION .....	8
Le tableau 6 : Les dépenses par destination. ....	8
5- L'EQUILIBRE FINANCIER.....	9
Le Tableau 7 Equilibre financier. ....	9
Le tableau 8 : opérations pour compte de tiers .....	10
6- LA SITUATION PATRIMONIALE 2017 .....	11
Le tableau 9 : Situation patrimoniale de l'établissement principal .....	11
Tableau 10- Compte de résultat prévisionnel et tableau de financement abrégé des SACD.....	12
Le tableau 11 : Le budget principal avec les SACD, compte de résultat prévisionnel .....	13
Le tableau 12 : détail des financements d'investissement.....	14
Le tableau 13 : financement abrégé.....	15
7- LES SERVICES INTER ETABLISSEMENT : SIE .....	16
Tableau 14 : Les autorisations budgétaires des SIE (UNICIEL et EIFFEL).....	16
Tableau 15 : La situation patrimoniale des SIE.....	16
8-LES OPERATIONS PLURIANNUELLES.....	17
Le tableau 16 : Les opérations pluriannuelles de recherche .....	17
Le tableau 17 : Les opérations pluriannuelles de construction et travaux.....	18
Le tableau 18 : Les opérations pluriannuelles des relations internationales .....	19
PLAN PREVISIONNEL DE TRESORERIE .....	21
LE TABLEAU SE SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE .....	22

# **Note de présentation par l'équipe présidentielle du budget 2017**

**Un budget contraint, tourné vers la qualité de vie des personnels et le service aux étudiants, avec comme horizon la fusion des trois universités Lilloises**

Le budget est le fruit d'un processus enclenché il y a six mois, et mené avec le souci constant de la concertation avec les différentes parties prenantes. Le dialogue de gestion a débuté en Mai 2016, le débat d'Orientation Budgétaire a eu lieu le 4 juillet 2016, la lettre de cadrage a été votée le 7 octobre 2016, le dialogue de gestion a été validé, déclenchant le processus de publication des postes mis au concours, le 4 novembre 2016. Ces différentes étapes ont été franchies avec un consensus relativement large de la communauté universitaire : les conseils ont validé ces étapes avec des votes positifs de plus des 2/3 des membres des conseils (CA, CAC), les conseils de composantes ont tous validés très majoritairement (à plus de 90% en moyenne) les propositions faites par l'équipe de direction.

Ce relatif consensus n'est pas le fruit d'une situation budgétaire favorable, ou bien encore d'une relative largesse des décisions prises : bien au contraire c'est un budget de rigueur dans un contexte très tendu pour l'Université de Lille 1 qui est proposé. Les décisions proposées ont été prises avec le souci permanent de maintenir le délicat équilibre entre la résolution de l'équation budgétaire, et celle de l'équation sociale d'un établissement accueillant un nombre croissant d'étudiants (+ 10% en 2016), qui est tributaire d'un patrimoine dégradé, d'un GVT pas entièrement compensé pesant très lourdement sur la masse salariale et qui se doit de réussir une fusion qui induit toujours des coûts conjoncturels spécifiques (convergence indemnitaire, notamment, mais aussi nécessaires opérations d'animation collective et de maintenance liées aux déménagements de personnels dans le cadre de cette fusion). Dans un tel contexte il serait tout simplement irresponsable de ne pas accompagner les personnels et les étudiants qui doivent être entraînés vers l'opportunité remarquable que représente la construction de l'Université de Lille au 01 Janvier 2018.

Nos arbitrages ont donc été les suivant :

- 1- Ne republier qu'un poste sur deux vacants en 2017 – tout comme nous l'avions fait en 2016. C'est une mesure extrêmement dure, et particulièrement difficile à défendre dans un contexte où les annonces du gouvernement laissent entendre des « créations de postes ». Pour notre établissement ces annonces sont irréalistes : le GVT d'une part (bien supérieur aux créations de postes annoncées) et la reprise nécessaire et encouragée par le gouvernement (dans le cadre du décret RIFSEP) d'une politique indemnitaire respectueuse des fonctions et prenant en compte la nécessaire convergence avec nos universités partenaires Lille 2 et 3 ne permet pas de créer de nouveaux emplois et nécessite au contraire de ralentir le rythme de publication de postes. Aller plus loin - ce qui aurait peut-être été défendable dans le cadre d'une prudence extrême sur le plan budgétaire - aurait sans aucun doute provoqué un risque interne politique extrêmement élevé (chez les usagers et les personnels) et mis en péril la dynamique de l'établissement et sa capacité à remplir ces missions. Notre choix est donc prudent, sur tous les plans et conforme à notre projet d'établissement et à la ligne politique nationale mainte fois répétées de « soutien à l'ESR ». Il convient enfin de noter que les emplois, notamment Biatss, sont très majoritairement

ouverts en vue de « stabiliser » des contractuels ou de permettre de redynamiser les possibilités de promotions internes (pratiquement éteintes par la montée en régime du dispositif Sauvadet les années précédentes). Cette nécessité de stabiliser les personnels et de mener une politique valorisante des ressources humaines s'inscrit dans les objectifs forts de l'établissement.

- 2- Maintenir au même niveau les budgets fonctionnements - qui ont été réduits par deux fois ces dernières années – au même niveau que 2016, et ce malgré une hausse du nombre d'étudiants. Dans l'attente d'une confirmation de notre niveau de dotation définitif en 2017, et ce notamment en fonction de la période d'observation de l'évolution des effectifs étudiants que le gouvernement retiendra pour calculer la hausse de dotation, nous proposons une politique prudentielle d'ouverture des budgets à 80% en début d'année, avec une ouverture supplémentaire au printemps, sur la base de la dotation effective de l'Université. La non-ouverture, ou l'ouverture incomplète, des 20% complémentaires du budget se ferait cependant au détriment d'une politique forte d'équipements innovants au plan pédagogique et scientifique et menacerait donc la pérennité de nos missions sur les années à venir.
- 3- Nous proposons d'augmenter fortement le taux de prélèvement sur ressources propres, de 10 à 18%, pour permettre d'abonder, à hauteur de 1 300 000 € une ligne patrimoniale permettant d'abonder une ligne politique « grand programme de petits travaux » à destination notamment des bâtiments communs d'enseignement peu concernés par le plan campus et qui nécessitent une jouvence d'ensemble.

Ces trois mesures rentrent dans la logique de l'équilibre budgétaire, de la priorisation des besoins des usagers et des personnels, et de la réussite du processus de construction de l'université de Lille.

Elles s'accompagnent d'une volonté d'augmenter les ressources propres tant en formation qu'en recherche :

- D'une part par une politique ambitieuse et innovante en matière de formation continue qui propose une nouvelle organisation fonctionnelle et budgétaire de l'établissement permettant de susciter et soutenir les initiatives des composantes tout en tenant fermement la nécessité d'un cadrage, d'une justification et d'une traçabilité de l'utilisation des fonds issus de la formation continue au niveau de l'établissement.
- D'autre part par une politique très dynamique en matière de soutien et d'accueil des projets de recherche qui se traduit par une hausse des ressources gérées en commun.

Ces grandes lignes politiques signalent clairement le respect des engagements politiques de la présidence et la nécessité de tenir un budget équilibré, s'inscrivant dans la suite de deux exercices maîtrisés (2015, 2016) malgré une alerte sérieuse en 2014.

En conclusion, le budget primitif 2017 soumis au vote du conseil d'administration de l'Université présente *toutes* les garanties de soutenabilité annuelle, en ce qu'il est fondé sur une projection au plus juste des recettes et des dépenses ainsi que sur la compréhension d'un diagnostic partagé et d'une stratégie budgétaire partagée par l'ensemble des acteurs (conseils centraux, UFR, unités de recherche) dans ce contexte contraint.

La suite du document reprend en détail ces grandes lignes politiques et attestent du sérieux du travail budgétaire réalisé.

## Le budget 2017

La présentation du budget 2017 est faite dans les formes définies par le décret GBCP de 2012 dont la mise en application est obligatoire depuis 2016.

Le budget est exprimé en autorisations d'engagements (AE) et crédits de paiement (CP).

Les AE constituent la limite supérieure des engagements qui peuvent être pris dans l'exercice et peuvent avoir une portée annuelle ou pluriannuelle.

Les CP constituent la limite supérieure des paiements qui seront faits dans l'exercice.

Les recettes sont les encaissements attendus dans l'exercice.

Pour cet exercice, le postulat est de partir sur un budget prévisionnel strictement limité à l'exercice 2017. Les antériorités des exercices précédents seront reprises dans une BR1 en mars après l'arrêt des écritures de l'exercice 2016, BR1 qui intégrera aussi les reports des opérations pluriannuelles.

### 1- Les autorisations budgétaires budget agrégé

**Le tableau 1 : budget de l'établissement principal (lille1 hors SACD et SIE)**

Dépenses	Montants		Montants	Recettes
	AE	CP		
<b>Personnel</b>	194 178 132	194 178 132		<b>Recettes globalisées</b>
dont contribution employeur au CAS pension			196 265 921	Subvention pour charges de service public
			762 000	Autres financement de l'état
				Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement et intervention</b>	34 952 978	31 964 912	10 795 414	Autres financements publics
			18 725 193	Recettes propres
<b>Investissement</b>	6 423 666	4 466 666		
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>235 554 776</b>	<b>230 609 710</b>	<b>226 548 528</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>
<b>Solde budgétaire</b>				
Excédentaire si le Total des recettes > Total des CP				
Déficitaire si Total des recettes < Total des CP				-4 061 182

Le budget de l'établissement principal fait apparaître un déficit de trésorerie de 4 061 182€.

**Le tableau 2 : budget des SACD (SAIC+DUSVA+CNL)**

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
<b>Personnel</b>	5 958 868	5 958 868		<b>Recettes globalisées</b>
dont contribution employeur au CAS pension			650 000	Subvention pour charges de service public
			1 449 159	Autres financement de l'état
				Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement et intervention</b>	9 222 148	8 758 773	5 377 059	Autres financements publics
			9 072 715	Recettes propres
<b>Investissement</b>	1 297 915	1 297 915		
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>16 478 931</b>	<b>16 015 556</b>	<b>16 548 933</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>

Solde budgétaire	
Excédentaire si le Total des recettes > Total des CP	533 377

Le budget des SACD est légèrement excédentaire de 533 377€

### **Le tableau 3 : budget agrégé.**

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
<b>Personnel</b>	200 137 000	200 137 000		<b>Recettes globalisées</b>
dont contribution employeur au CAS pension			196 915 921	Subvention pour charges de service public
			2 211 159	Autres financement de l'état
				Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement et intervention</b>	44 175 126	40 723 685	16 172 473	Autres financements publics
			27 797 908	Recettes propres
<b>Investissement</b>	7 721 581	5 764 581		
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>252 033 707</b>	<b>246 625 266</b>	<b>243 097 461</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>

Solde budgétaire	
Excédentaire si le Total des recettes > Total des CP	
Déficitaire si Total des recettes < Total des CP	-3 527 805

Celui-ci reprend l'ensemble des budgets précédents.

Le CA se prononce sur le budget agrégé c'est dire qu'il vote le plafond maximum des AE et des CP pour l'exercice 2017. Il se prononce aussi sur les prévisions d'encaissement.

Un solde budgétaire se dégage, il est calculé à partir des prévisions d'encaissement et des CP.

Dans un budget GBCP celui-ci est basé sur les décaissements et encaissements. Si l'on compare les AE, engagements et les CP il faut constater qu'il y a une différence puisqu'il peut y avoir des engagements en année 2017 dont le paiement des facture se fera sur l'exercice suivant. C'est le cas des engagements de fin d'exercice dont les factures nous parviennent l'année suivante.

Il en de même pour les encaissements. C'est le cas typique des conventions région, FEDER dont les encaissements sont constatés après justification des dépenses. Il y a donc décalage entre les paiements (CP) et les encaissements.

Le solde budgétaire peut être excédentaire ou déficitaire quand les encaissements se font en décalage avec les décaissements. Un solde budgétaire déficitaire n'implique que la trésorerie et n'est pas à mettre en parallèle avec un résultat d'exercice issu du compte financier.

Pour 2017 le solde budgétaire est déficitaire de 3 527 805€

## **2-La masse salariale**

A ce jour, la notification officielle de la dotation pour 2017 n'est pas encore parvenue. Seul un courrier présentant une partie des moyens nouveaux qui seront alloués à l'université a été envoyé en date du 16 novembre 2016. Il précise notamment les montants attribués au titre de la hausse démographique des étudiants, de la compensation du dégel du point d'indice, de la compensation du plan PPCR, et de la création de 9 emplois (2 au titre du rééquilibrage des dotations + 7 au titre de la politique de site).

Les prévisions de dépenses de masse salariale ont été réalisées sur la base des dépenses constatées de janvier à octobre 2016 et sur une prévision des dépenses des 2 derniers mois de l'année. Les facteurs d'évolution qui ont permis d'effectuer une première évaluation, sont principalement :

- Glissement-Vieillesse-Technicité solde incluant les évolutions de carrière (avancements d'échelon, de grade et de corps) et le solde des entrées/sorties,
- Incidences des décisions nationales telles que la mise en œuvre de la loi Sauvadet (impact de la titularisation et versement de la prime spéciale d'installation), l'évolution du point d'indice (+ 0,6% en 07/2016 et +0,6% en 02/2017), la mise en œuvre du plan de modernisation des parcours professionnels, carrières et rémunérations [PPCR] incluant le transfert prime/points et la revalorisation des grilles indiciaires (pour les seuls corps dont les grilles revalorisées sont connues à ce jour),
- Éléments liés à la politique de l'université : maîtrise des recrutements de titulaires et de contractuels, des dépenses liées aux cours complémentaires, modifications de la structure des emplois, amélioration de la politique indemnitaire des personnels Biatss titulaires, effet de l'adhésion Pôle emploi sur les dépenses engendrées par le versement des allocations chômage,
- Diminution des dépenses de masse salariale dans le cadre de la comptabilisation des conventions Recherche.

De par l'ensemble de ces éléments, le budget primitif de 2017 prévoit un montant des crédits de masse salariale d'élevant à **200 300 000 €**.

S'agissant des évolutions mensuelles (cf. : tableau 4 « prévisions de décompte des ETPT (...)»), il apparaît qu'à l'instar des années précédentes, certains versements s'effectuant de manière trimestrielle ou semestrielle, ils engendrent des pics plus élevés de consommation. A titre d'exemple, c'est le cas des indemnités versées aux enseignants (PRES<sup>1</sup> payée sur les mois de janvier et de juillet ; PEDR et PES<sup>2</sup> versées en mars, juin, septembre et décembre, paiement des PCA<sup>3</sup> en juillet par exemple), sans oublier la GIPA<sup>4</sup>. La mise en paiement des cours complémentaires enregistre également un calendrier variable (montant très important versé en août car il concerne tous les enseignants permanents de l'université effectuant des heures complémentaires). La poursuite de la réforme de la politique indemnitaire liée au RIFSEEP a été inscrite sur les mois de janvier à mars 2017.

---

<sup>1</sup> PRES : Prime de Recherche et d'Enseignement Supérieur

<sup>2</sup> PEDR : Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche et PES : Prime d'Excellence Scientifique.

<sup>3</sup> PCA : Primes de Charges Administratives

<sup>4</sup> GIPA : Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat.

### Le tableau 4 : Les ETP et la masse salariale 2017.

Décompte en ETPT des emplois sous plafond Etat	2491,7	2486,5	2485,7	2478,3	2475,3	2476,6	2469,4	2463,7	2461,5	2477,7	2479,4	2476,8	2476,9
Décompte en ETPT des emplois sur ressources propres	394,2	411,7	410,3	411,2	411,2	416,1	409,4	402,5	409,6	433,6	425,3	411,8	412,2
<b>Total ETPT</b>	<b>2885,9</b>	<b>2898,2</b>	<b>2896</b>	<b>2889,5</b>	<b>2886,5</b>	<b>2892,7</b>	<b>2878,8</b>	<b>2866,2</b>	<b>2871,1</b>	<b>2911,3</b>	<b>2904,7</b>	<b>2888,6</b>	<b>2889,1</b>
													Total annuel
Masse salariale (y compris capital décès)	16 606 000	16 614 000	16 178 000	15 690 000	17 091 000	16 297 000	16 902 000	20 404 000	15 824 000	15 877 000	16 904 000	15 913 000	200 300 000

### 3-Les recettes par origine de financement

#### Le tableau 5 : Les encaissements par origine de financement.

		Etablissement principal	SACD	SIE	Total
<b>Subventions pour charges de service public</b>		<b>196 265 921</b>	<b>650 000</b>	<b>240 000</b>	<b>197 155 921</b>
<b>Autres financements publics</b>		<b>11 557 414</b>	<b>6 826 218</b>	<b>0</b>	<b>18 383 632</b>
<b>Ministère</b>					
10	Ministère de enseignement supérieur				
80	ANR hors investissement d'avenir	450 000	948 206		1 398 206
70	ANR investissement d'avenir	312 000	500 953		812 953
<b>organismes publics</b>					
90	Région	2 300 900	2 550 866		4 851 766
100	Union Européenne	3 267 983	1 665 877		4 933 860
110	Autres subventions publiques	5 226 531	1 160 316		6 386 847
<b>Autres ressources propres</b>		<b>18 725 193</b>	<b>9 072 715</b>	<b>1 572 000</b>	<b>29 369 908</b>
20	Droits d'inscription	2 257 000			2 257 000
30	FC et VAE	8 139 529			8 139 529
40	Taxe d'apprentissage	2 550 980			2 550 980
50	contrat recherche hors ANR		2 290 317		2 290 317
60	Valorisation		140 000		140 000
120	Autres subventions	129 038			129 038
130	Autres recettes	5 648 646	6 642 398	1 572 000	13 863 044
<b>TOTAL RESSOURCES</b>		<b>226 548 528</b>	<b>16 548 933</b>	<b>1 812 000</b>	<b>244 909 461</b>

Le Tableau présente le détail des prévisions d'encaissement.

## 4-Les dépenses par destination

Le tableau 6 : Les dépenses par destination.

code	Domaines fonctionnels	Personnel	Fonctionnement		investissement		Total	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
D101	Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	56 663 963	4 693 177	4 521 152	717 096	717 096	62 074 236	61 902 211
	dont établissement principal	56 618 963	4 518 177	4 346 152	717 096	717 096	61 854 236	61 682 211
	dont SACD						0	0
	dont SIE	45 000	175 000	175 000			220 000	220 000
D102	Formation initiale et continue niveau master	40 640 200	6 398 665	5 361 190	537 515	537 515	47 576 380	46 538 905
	dont établissement principal	40 542 200	4 937 665	3 900 190	534 515	534 515	46 014 380	44 976 905
	dont SACD						0	0
	dont SIE	98 000	1 461 000	1 461 000	3 000	3 000	1 562 000	1 562 000
D103	Formation initiale et continue niveau doctorat	628 000	196 711	196 711	10 000	10 000	834 711	834 711
	dont établissement principal	628 000	196 711	196 711	10 000	10 000	834 711	834 711
	dont SACD						0	0
	dont SIE						0	0
D105	Bibliothèques et documentation	3 230 123	2 684 327	2 543 627	64 000	64 000	5 978 450	5 837 750
	dont établissement principal	3 230 123	2 684 327	2 543 627	64 000	64 000	5 978 450	5 837 750
	dont SACD						0	0
	dont SIE						0	0
D106	Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	11 999 560	1 452 364	1 457 144	420 630	320 630	13 872 554	13 777 334
	dont établissement principal	10 421 560	975 364	980 144	336 630	236 630	11 733 554	11 638 334
	dont SACD	1 578 000	477 000	477 000	84 000	84 000	2 139 000	2 139 000
	dont SIE						0	0
D107	Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques	18 642 674	2 085 514	1 872 736	681 561	431 473	21 409 749	20 946 883
	de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies							
	dont établissement principal	17 772 674	1 452 820	1 240 042	436 500	186 412	19 661 994	19 199 128
	dont SACD	870 000	632 694	632 694	245 061	245 061	1 747 755	1 747 755
	dont SIE						0	0
D108	Recherche universitaire en Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	19 281 747	2 213 547	2 015 107	1 176 525	969 613	22 671 819	22 266 467
	dont établissement principal	17 071 579	1 319 647	1 121 207	608 025	401 113	18 999 251	18 593 899
	dont SACD	2 210 168	893 900	893 900	568 500	568 500	3 672 568	3 672 568
	dont SIE						0	0
D110	Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	3 756 200	718 332	666 932	447 400	244 503	4 921 932	4 667 635
	dont établissement principal	3 566 200	326 332	274 932	317 900	115 003	4 210 432	3 956 135
	dont SACD	190 000	392 000	392 000	129 500	129 500	711 500	711 500
	dont SIE						0	0
D111	Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	9 864 670	644 208	634 208	361 100	161 100	10 869 978	10 659 978
	dont établissement principal	9 484 670	464 208	454 208	304 600	104 600	10 253 478	10 043 478
	dont SACD	380 000	180 000	180 000	56 500	56 500	616 500	616 500
	dont SIE						0	0
D112	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 399 662	540 973	540 973	252 800	55 697	3 193 435	2 996 332
	dont établissement principal	1 924 962	286 473	286 473	252 000	54 897	2 463 835	2 266 332
	dont SACD	474 700	254 500	254 500	800	800	730 000	730 000
	dont SIE						0	0
D113	Diffusion des savoirs	2 598 500	556 889	509 289	106 610	106 610	3 261 999	3 214 399
	dont établissement principal	2 594 500	509 889	462 289	5 000	5 000	3 109 389	3 061 789
	dont SACD	4 000	47 000	47 000	101 610	101 610	152 610	152 610
	dont SIE						0	0
D114	Immobilier	5 473 839	15 910 104	15 358 379	2 717 344	1 917 344	24 101 287	22 749 562
	dont établissement principal	5 473 839	10 026 050	9 937 700	2 639 400	1 839 400	18 139 289	17 250 939
	dont SACD		5 884 054	5 420 679	77 944	77 944	5 961 998	5 498 623
	dont SIE						0	0
D115	Pilotage et animation du programme	24 809 862	7 368 319	6 348 341	227 000	227 000	32 405 181	31 385 203
	dont établissement principal	24 537 862	6 897 319	5 877 341	193 000	193 000	31 628 181	30 608 203
	dont SACD	252 000	461 000	461 000	34 000	34 000	747 000	747 000
	dont SIE	20 000	10 000	10 000			30 000	30 000
D201	Aides directes	86 000	220 400	215 400	0	0	306 400	301 400
	dont établissement principal	86 000	220 400	215 400			306 400	301 400
	dont SACD						0	0
	dont SIE						0	0
D202	Aides indirectes	5 000	15 300	15 300	0	0	20 300	20 300
	dont établissement principal	5 000	15 300	15 300			20 300	20 300
	dont SACD						0	0
	dont SIE						0	0
D203	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	220 000	122 296	113 196	5 000	5 000	347 296	338 196
	dont établissement principal	220 000	122 296	113 196	5 000	5 000	347 296	338 196
	dont SACD						0	0
	dont SIE						0	0
	<b>Total des dépenses</b>	<b>200 300 000</b>	<b>45 821 126</b>	<b>42 369 685</b>	<b>7 724 581</b>	<b>5 767 581</b>	<b>253 845 707</b>	<b>248 437 266</b>
	dont établissement principal	194 178 132	34 952 978	31 964 912	6 423 666	4 466 666	235 554 776	230 609 710
	dont SACD	5 958 868	9 222 148	8 758 773	1 297 915	1 297 915	16 478 931	16 015 556
	dont SIE	163 000	1 646 000	1 646 000	3 000	3 000	1 812 000	1 812 000



## 5- L'équilibre financier

Le tableau 7 présente l'équilibre financier du budget et détermine le besoin de trésorerie.

L'équilibre financier, s'agissant de trésorerie, se calcule à partir du solde budgétaire mais aussi à partir d'opérations impliquant la trésorerie mais qui sont gérées en dehors des opérations budgétaires, comme les comptes de tiers.

L'équilibre se réalise par un prélèvement sur la trésorerie, il faut donc que celle-ci soit suffisante pour réaliser cet équilibre.

L'équilibre en 2017 se réalise par un prélèvement sur la trésorerie de 488 905€

### Le Tableau 7 : Equilibre financier.

BESOINS		FINANCEMENTS	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	3 527 805,00	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 002 100,00	4 041 000,00	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)			Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)</b>	<b>4 529 905,00</b>	<b>4 041 000,00</b>	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)</b>
<b>ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)</b>	<b>-</b>	<b>488 905,00</b>	<b>PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	-	-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	-	488 905,00	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS (1) + (I)</b>	<b>4 529 905,00</b>	<b>4 529 905,00</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)</b>

**Le tableau 8 : opérations pour compte de tiers**

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Opération 1	C 46711	AIDE MOBILITE INTERNATIONALE	370 000,00	
	C 46711			370 000,00
Opération 2	C 4718	INTERREG ENCAISSEMENT		771 000,00
	C 4718	INTERREG REVT PARTENAIRES	613 000,00	
Opération ...	C 455	TVA A DECAISSER MENSUELLEMEN	19 100,00	
	c 445671	CREDITS TVA		2 900 000,00
<b>TOTAL</b>			<b>1 002 100,00</b>	<b>4 041 000,00</b>

## 6- La situation patrimoniale 2017

### Le tableau 9 : Situation patrimoniale de l'établissement principal

#### COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

DEPENSES	exécution n-2	estimation n-1	BP n	RECETTES	exécution n-2	estimation n-1	BP n
Personnel	192 923 819,30	191 127 864	194 178 132	Subventions Etat	195 269 241,53	197 009 054	197 027 921
Fonctionnement	45 209 816,91	52 786 586	52 106 978	ressources fiscales			
				Autres subventions	12 527 902,78	18 093 038	13 633 530
				Autres ressources	31 419 541,25	28 939 417	35 675 713
<b>TOTAL DES DEPENSES (1)</b>	<b>238 133 636,21</b>	<b>243 914 450</b>	<b>246 285 110</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (2)</b>	<b>239 216 685,56</b>	<b>244 041 509</b>	<b>246 337 164</b>
Résultat prévisionnel bénéfice (3 = 2 - 1)	1 083 049,35	127 059	52 054	Résultat prévisionnel perte (4=1-2)			
<b>TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)</b>	<b>239 216 685,56</b>	<b>244 041 509</b>	<b>246 337 164</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)</b>	<b>239 216 685,56</b>	<b>244 041 509</b>	<b>246 337 164</b>

#### TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGE

EMPLOIS	exécution n-2	estimation n-1	BP n	RESSOURCES	exécution n-2	estimation n-1	BP n
Insuffisance d'autofinancement				Capacité d'autofinancement	3 983 987,00	5 127 059	5 052 504
Investissements	9 323 748,27	7 255 962	6 423 666	Subvention d'investissement Etat		150 000	1 371 162
				Autres subvention d'investissement	1 911 344,64	1 986 074	
				Autre ressources			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>9 323 748,27</b>	<b>7 255 962</b>	<b>6 423 666</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>5 895 331,64</b>	<b>7 263 133</b>	<b>6 423 666</b>
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7=6-5)	-3 428 416,63	7 171	0	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8=6-5)			

**Tableau 10 : Compte de résultat prévisionnel et tableau de financement abrégé des SACD**

Chapitre	SAIC	DUSVA	CNL	Total SACD	Chapitre	SAIC	DUSVA	CNL	Total SACD
	2017	2017	2017	2017		2017	2017	2017	2017
Personnel		0	242 000	242 000	Subventions Etat			650 000	650 000
fonctionnement		5 912 054	398 000	6 310 054	ressources fiscales				0
					autres subventions		5 979 998		5 979 998
					Autres ressources				
<b>Total Fonctionnement (1)</b>	<b>0</b>	<b>5 912 054</b>	<b>640 000</b>	<b>6 552 054</b>	<b>Total Fonctionnement (2)</b>	<b>0</b>	<b>5 979 998</b>	<b>650 000</b>	<b>6 629 998</b>
Résultat prévisionnel bénéfice				77 944	Résultat prévisionnel perte				
<b>Total équilibre</b>	<b>0</b>	<b>5 912 054</b>	<b>640 000</b>	<b>6 629 998</b>		<b>0</b>	<b>5 979 998</b>	<b>650 000</b>	<b>6 629 998</b>

Tableau de financement abrégé

insuffisance d'autofinancement					<b>Capacité d'autofinancement (5=3+4)</b>	<b>0,00</b>	<b>67 944,00</b>	<b>10 000</b>	<b>77 944,00</b>
					Subventions d'équipement				
investissement		67 944	10 000	77 944	Autres subventions d'investissement				
<b>Total d'investissement</b>	<b>0</b>	<b>67 944</b>	<b>10 000</b>	<b>77 944</b>	<b>Total d'investissement</b>	<b>0,00</b>	<b>67 944</b>	<b>10 000</b>	<b>77 944</b>
<b>Apport au fonds de roulement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>prélèvement sur fonds de roulement</b>				

**Le tableau 11 : Le budget principal avec les SACD, compte de résultat prévisionnel**

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

DEPENSES	exécution n-2	estimation n-1	BP n	RECETTES	exécution n-2	estimation n-1	BP n
Personnel	197 453 818,46	196 399 799	200 137 000	Subventions Etat	197 642 801,38	199 684 635	197 677 921
Fonctionnement	58 288 987,24	61 986 118	61 399 126	ressources fiscales			
				Autres subventions	12 533 902,78	18 093 038	19 958 794
				Autres ressources	45 774 043,04	42 413 214	44 748 428
<b>TOTAL DES DEPENSES (1)</b>	<b>255 742 805,70</b>	<b>258 385 917</b>	<b>261 536 126</b>	<b>TOTAL DES RECETTES (2)</b>	<b>255 950 747,20</b>	<b>260 190 887</b>	<b>262 385 143</b>
Résultat prévisionnel bénéfice (3 = 2 - 1)	207 941,50	1 804 970	849 017	Résultat prévisionnel perte (4=1-2)			
<b>TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)</b>	<b>255 950 747,20</b>	<b>260 190 887</b>	<b>262 385 143,00</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)</b>	<b>255 950 747,20</b>	<b>260 190 887</b>	<b>262 385 143,00</b>

Le **compte de résultat prévisionnel** décrit l'activité annuelle de l'établissement.

Il regroupe l'ensemble des opérations ayant une incidence sur le résultat de l'exercice et correspond au solde entre la totalité des recettes (classe 7) et la totalité des charges (classe 6) de l'établissement.

Le **résultat est de 261 536 126€** de dépenses pour 262 385 143€ de recettes soit un bénéfice global de 849 017€.

La **CAF** détermine pour partie la capacité de l'établissement à autofinancer ses investissements

Elle est calculée à partir du résultat positif du compte de résultat prévisionnel, auquel on ajoute les dotations aux amortissements, et duquel on retranche la cote part des subventions d'investissement rapportées au compte de résultat.

	exécution n-2	prévision n-1	BP n
Résultat prévisionnel d'exercice	<b>207 941,50</b>	<b>1 804 970,00</b>	<b>849 017,00</b>
+(compte 68) dotation aux amortissements et provisions	18 213 929,00	17 515 000,00	17 515 000,00
-(compte 78) reprises sur amortissements et provisions	-13 736 802,00	-12 450 000,00	-12 515 000,00
-(compte 776) neutralisation des amortissements			
-(compte 777) quote part des subventions d'investissement rapportées au compte de résultat			
+(compte 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
-(compte 775) produits des cession d'éléments d'actifs	-9 387,90		
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>4 675 680,60</b>	<b>6 869 970,00</b>	<b>5 849 017,00</b>

Pour obtenir la capacité d'investissement de l'établissement, il convient d'additionner les subventions d'investissement de l'exercice et la CAF.

Le CAF est de 5 849 017 €.

Les subventions d'investissement sont d'un montant total de 1 872 115€.

**La capacité d'investissement de l'établissement est donc de 7 821 132€, dont 1 371 132€ de subventions d'état.**

***Le tableau 12 : détail des financements d'investissement***

EMPLOIS	Exécution n-2	Estimation n-1	BP n	RESSOURCES	Exécution n-2	Estimation 1	BP n
INSUFFISANCE D'AUTOFINANCEMENT				CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	4 675 680,59	9 718 299,00	5 849 017,00
C20: Immobilisations incorporelles	134 979,29	217 800,00		C1: subventions d'investissements	1 051 296,79	5 403 361,00	1 371 162,00
C21: Immobilisations corporelles	12 288 572,50	10 863 134,00	5 764 581,00	Autres ressources (hors opérations d'ordres intégrées à la CAF)	2 225 820,33		500 953,00
C23: Immobilisations en cours	-1 352 976,78	2 150 000,00		C10: apports (C 102,103)			
C26,27: Participations et autres immobilisations financières		137 700,00		C 775: Aliénation ou cessions d'immobilisations			
C16,17: remboursement des dettes financières				C16,17: Augmentation des dettes financières			
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>11 070 575,01</b>	<b>13 368 634,00</b>	<b>5 764 581,00</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>7 952 797,71</b>	<b>15 121 660,00</b>	<b>7 721 132,00</b>
<b>APPORT AU FONDS DE ROULEMENT (7)=(6)-(5)</b>	<b>-3 117 777,30</b>	<b>1 753 026,00</b>	<b>1 956 551,00</b>	<b>PRELEVEMENT SUR FONDS DE ROULEMENT (8)=(5)-(6)</b>			

**Le tableau 13 : financement abrégé**

	BP	BR1	BR 2		BP	BR1	BR 2
EMPLOIS	exécution n-2	estimation n-1	BP n	RESSOURCES	exécution n-2	estimation n-1	BP n
Insuffisance d'autofinancement				Capacité d'autofinancement	3 983 987,00	6 869 970	5 849 017
Investissements	11 070 575,01	8 933 873	5 764 581	Subvention d'investissement Etat		150 000	1 371 162
				Autres subvention d'investissement	3 129 417,12	1 986 074	500 953
				Autre ressources			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	11 070 575,01	8 933 873	5 764 581	TOTAL DES RESSOURCES (6)	7 113 404,12	9 006 044	7 721 132
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7=6-5)	-3 957 170,89	72 171	1 956 551	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8=6-5)			

Le résultat prévisionnel 2016 met en avant **un apport en fonds de roulement de 1 956 551€**

	Montant
Variation du fonds de roulement	1 956 551
Variation du besoin en fonds de roulement	2 445 456
variation de la trésorerie	-488 905
Niveau du fonds de roulement	10 472 796
Niveau de besoin en fonds de roulement	1 000 326
niveau de la trésorerie	9 472 470

## 7- Les Services inter établissement : SIE

**Tableau 14 : Les autorisations budgétaires des SIE (UNICIEL et EIFFEL)**

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
<b>Personnel</b>	163000	163000		<b>Recettes globalisées</b>
dont contribution employeur au CAS pension			240000	Subvention pour charges de service public
				Autres financement de l'état
				Fiscalité affectée
<b>Fonctionnement et intervention</b>	1646000	1646000		Autres financements publics
			1572000	Recettes propres
<b>Investissement</b>	3000	3000		
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>1812000</b>	<b>1812000</b>	<b>1812000</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>

Solde budgétaire	
Excédentaire si le Total des recettes > Total des CP	0
Déficitaire si Total des recettes < Total des CP	0

**Tableau 15 : La situation patrimoniale des SIE**

comptes	Chapitre		comptes	Chapitre	
	457	459		457	459
	EIFFEL	UNICIEL		EIFFEL	UNICIEL
personnel	98 000	65 000	subvention de l'Etat	120 000	120 000
fonctionnement	1 461 000	185 000	ressources fiscales		
			autres subventions	1 442 000	130 000
			autres ressources		
<b>Total Fonctionnement (1)</b>	<b>1 559 000</b>	<b>250 000</b>	<b>Total Fonctionnement (2)</b>	<b>1 562 000</b>	<b>250 000</b>
Résultat prévisionnel (3=2-1)	3 000	0			
<b>Capacité d'autofinancement (5=3+4)</b>	<b>1 562 000</b>	<b>0</b>			

			Capacité d'autofinancement (5=3+4)	
			3 000	
investissement	3 000		financement de l'actif par l'état	
			financement de l'actif par des tiers autres que l'état	
			autres ressources	
<b>Total d'investissement</b>	<b>3 000</b>	<b>0</b>	<b>Total d'investissement</b>	<b>3 000</b>
apport au fonds de roulement			prélèvement sur fonds de roulement	0
<b>Total général dépenses</b>	<b>1 562 000</b>	<b>250 000</b>	<b>Total général ressources</b>	<b>1 562 000</b>



## 8-Les opérations pluriannuelles

### Le tableau 16 : Les opérations pluriannuelles de recherche

Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement Recherche 2017

Opération	Code	Nature	Prévision
			Coût total de l'opération (1)
TOTAL CONTRATS RECHERCHE	455	Personnel	
		Fonctionnement	
		Intervention	
		Investissement	
Total de l'opération			77 108 111

Exécution									
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reportées ou reprogrammées en N	AE nouvelles en N	TOTAL des AE en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reportés ou reprogrammés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N
(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)
18 286 359	18 286 359	-	4 816 867	4 816 867	18 286 359	18 286 359	-	4 816 867	4 816 867
19 032 657	14 201 040	4 831 613	2 756 692	7 588 305	19 032 657	14 201 040	4 831 613	2 756 692	7 588 305
14 356 791	13 314 641	1 042 143	1 217 971	2 260 114	14 356 791	13 314 641	1 042 143	1 217 971	2 260 114
51 675 807	45 802 040	5 873 756	8 791 530	14 665 286	51 675 807	45 802 040	5 873 756	8 791 530	14 665 286

Opération	Code	Nature	Prévision
			Coût total de l'opération (1)
TOTAL CONTRATS RECHERCHE	455	Personnel	
		Fonctionnement	
		Intervention	
		Investissement	
Total de l'opération			

Prévisions N+1 et suivantes							
rappel des AE	rappel des CP	AE prévues N+1	CP prévus N+1	AE prévues N+2	CP prévus N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12) = (3) + (6)	(13) = (8) + (11)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)
23 103 226	23 103 226						
21 789 345	21 789 345						
-	-						
15 574 755	15 574 755						
60 467 326	60 467 326	0	0	0	0	0	0

Prévision des recettes

Opération	Code	Financements	Prévision
			Coût total de l'opération (20)
TOTAL CONTRATS RECHERCHE	455		77 108 111
Total de l'opération			77 108 111

Prévision année N	
Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus en N
(21)	(23)
32 620 379	8 791 534
32 620 379	8 791 534

Prévision N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus en N+3
(24)	(25)	(26)
0	0	0

## Le tableau 17 : Les opérations pluriannuelles de construction et travaux

Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement Investissements et Maintenance 2017

Opération	Code	Nature	Prévision
			Coût total de l'opération (1)
Toutes opérations		Personnel	
		Fonctionnement	
		Intervention	
		Investissement	23 124 231,59
Total de l'opération			23 124 231,59

Exécution									
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reportées ou reprogrammées en N	AE nouvelles en N	TOTAL des AE en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reportés ou reprogrammés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N
(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)
				0,00					0,00
				0,00					0,00
				0,00					0,00
11 577 841,36	10 286 941,83	962 899,53	2 550 000,00	3 512 899,53	11 577 841,36	10 286 941,83	1 290 899,53		1 290 899,53
11 577 841,36	10 286 941,83	962 899,53	2 550 000,00	3 512 899,53	11 577 841,36	10 286 941,83	1 290 899,53	0,00	1 290 899,53

Opération	Code	Nature	Prévision
			Coût total de l'opération (1)
Toutes opérations		Personnel	0,00
		Fonctionnement	0,00
		Intervention	0,00
		Investissement	23 124 231,59
Total de l'opération			23 124 231,59

Prévisions N+1 et suivantes							
rappel des AE	rappel des CP	AE prévues N+1	CP prévus N+1	AE prévues N+2	CP prévus N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12) = (3) + (6)	(13) = (8) + (11)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)
0,00	0,00	0,00					
0,00	0,00						
0,00	0,00						
13 799 841,36	11 577 841,36						
13 799 841,36	11 577 841,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Prévision des recettes

Opération	Code	Financements	Prévision
			Coût total de l'opération (20)
Toutes opérations			23 124 231,59

Prévision année N	
Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus en N
(21)	(23)
386 551,89	1 818 788,00

Prévision N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus en N+3
(24)	(25)	(26)

## Le tableau 18 : Les opérations pluriannuelles des relations internationales

Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement Relations Internationales 2017

Opération	Code	Nature	Prévision
			Coût total de l'opération (1)
Toutes opérations		Personnel	#REF!
		Fonctionnement	6 265 639
		Intervention	
		Investissement	
Total de l'opération			#REF!

Exécution									
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reportées ou reprogrammées en N	AE nouvelles en N	TOTAL des AE en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reportés ou reprogrammés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N
(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)
-			77 000	77 000				77 000	77 000
5 257 789	4 025 226	1 232 562	1 010 680	2 243 242	5 257 323	4 025 226	1 232 533	831 680	2 064 213
				-					-
				-					-
5 257 789	4 025 226	1 232 562	1 087 680	2 320 242	5 257 323	4 025 226	1 232 533	908 680	2 141 213

Opération	Code	Nature	Prévision
			Coût total de l'opération (1)
Toutes opérations		Personnel	
		Fonctionnement	6 265 639
		Intervention	
		Investissement	
Total de l'opération			

Prévisions N+1 et suivantes							
rappel des AE	rappel des CP	AE prévues N+1	CP prévus N+1	AE prévues N+2	CP prévus N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12) = (3) + (6)	(13) = (8) + (11)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)
77 000	77 000						
6 268 468	6 089 439	665 000	665 000	665 000	665 000	665 000	665 000
-	-						
-	-						
6 345 468	6 166 439	665 000	665 000	665 000	665 000	665 000	665 000

Prévision des recettes

Opération	Code	Financements	Prévision
			Coût total de l'opération (20)
Toutes opérations			6 265 639
Total de l'opération			6 265 639

Prévision année N	
Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus en N
(21)	(23)
5 107 289	1 148 180
5 107 289	1 148 180

Prévision N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus en N+3
(24)	(25)	(26)
698 000	665 000	
698 000	665 000	0

Le budget 2017 est soumis au vote du Conseil d'administration.

## Plan prévisionnel de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	<b>9 961 375</b>	<b>43 444 691</b>	<b>27 377 491</b>	<b>8 202 360</b>	<b>39 119 766</b>	<b>22 707 966</b>	<b>6 090 566</b>	<b>59 398 038</b>	<b>42 938 938</b>	<b>24 307 338</b>	<b>40 633 755</b>	<b>25 681 555</b>	<b>349 863 839</b>
<b>ENCAISSEMENTS</b>													
<b>Recettes budgétaires globalisées</b>	50 582 516	4 250 000	3 905 069	52 151 355	4 285 000	4 000 000	73 159 572	2 340 000	4 770 000	35 920 317	4 790 000	4 755 632	244 909 461
Subvention pour charges de service public	48 490 516			48 490 516			69 004 572			31 170 317			197 155 921
Autres financements de l'État	123 000	150 000	150 000	100 000	220 000	100 000	120 000	250 000	320 000	250 000	190 000	238 159	2 211 159
Fiscalité affectée													-
Autres financements publics	115 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 565 000	1 450 000	1 335 000	90 000	1 700 000	1 700 000	1 700 000	1 717 473	16 172 473
Recettes propres	1 854 000	2 500 000	2 155 069	1 960 839	2 500 000	2 450 000	2 700 000	2 000 000	2 750 000	2 800 000	2 900 000	2 800 000	29 369 908
<b>Recettes budgétaires fléchées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de l'État fléchés													-
Autres financements publics fléchés													-
Recettes propres fléchées													-
<b>Opérations non budgétaires</b>	478 000	2 110 000	-	-	260 000	293 000	900 000	-	-	-	-	-	4 041 000
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissement en capital													-
Dépôts et cautionnements													-
Opérations gérées en comptes de tiers :	478 000	2 110 000	-	-	260 000	293 000	900 000	-	-	-	-	-	4 041 000
- TVA encaissée		2 000 000					900 000						2 900 000
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements		110 000			260 000								370 000
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	478 000					293 000							771 000
<b>A. TOTAL</b>	<b>51 060 516</b>	<b>6 360 000</b>	<b>3 905 069</b>	<b>52 151 355</b>	<b>4 545 000</b>	<b>4 293 000</b>	<b>74 059 572</b>	<b>2 340 000</b>	<b>4 770 000</b>	<b>35 920 317</b>	<b>4 790 000</b>	<b>4 755 632</b>	<b>248 950 461</b>
<b>DECAISSEMENTS</b>													
<b>Dépenses liées à des recettes globalisées</b>	17 577 200	22 017 200	22 997 200	21 217 149	20 897 600	20 897 600	20 497 600	18 797 600	23 397 600	19 553 600	19 627 600	20 959 317	248 437 266
Personnel	17 277 200	17 277 200	18 097 200	16 517 149	16 097 600	16 097 600	16 097 600	17 147 600	16 097 600	16 097 600	16 097 600	17 398 051	200 300 000
Fonctionnement	250 000	4 250 000	4 250 000	4 250 000	4 250 000	4 250 000	3 850 000	1 500 000	6 800 000	2 906 000	2 900 000	2 913 685	42 369 685
Intervention													-
Investissement	50 000	490 000	650 000	450 000	550 000	550 000	550 000	150 000	500 000	550 000	630 000	647 581	5 767 581
<b>Dépenses liées à des recettes fléchées</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnel													-
Fonctionnement													-
Intervention													-
Investissement													-
<b>Opérations non budgétaires</b>	-	410 000	83 000	16 800	59 200	12 800	254 500	1 500	4 000	40 300	114 600	5 400	1 002 100
Emprunts : remboursements en capital													-
Prêts : décaissements en capital													-
Dépôts et cautionnements													-
Opérations gérées en comptes de tiers :	-	410 000	83 000	16 800	59 200	12 800	254 500	1 500	4 000	40 300	114 600	5 400	1 002 100
- TVA décaissée	-	-	-	-	-	-	-	1 500	4 000	3 600	4 600	5 400	19 100
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements		10 000	83 000	16 800	59 200	12 800	41 500	-	-	36 700	110 000		370 000
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers		400 000					213 000						613 000
<b>B. TOTAL</b>	<b>17 577 200</b>	<b>22 427 200</b>	<b>23 080 200</b>	<b>21 233 949</b>	<b>20 956 800</b>	<b>20 910 400</b>	<b>20 752 100</b>	<b>18 799 100</b>	<b>23 401 600</b>	<b>19 593 900</b>	<b>19 742 200</b>	<b>20 964 717</b>	<b>249 439 366</b>
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	<b>33 483 316</b>	<b>- 16 067 200</b>	<b>- 19 175 131</b>	<b>30 917 406</b>	<b>- 16 411 800</b>	<b>- 16 617 400</b>	<b>53 307 472</b>	<b>- 16 459 100</b>	<b>- 18 631 600</b>	<b>16 326 417</b>	<b>- 14 952 200</b>	<b>- 16 209 085</b>	<b>489 905</b>
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	<b>43 444 691</b>	<b>27 377 491</b>	<b>8 202 360</b>	<b>39 119 766</b>	<b>22 707 966</b>	<b>6 090 566</b>	<b>59 398 038</b>	<b>42 938 938</b>	<b>24 307 338</b>	<b>40 633 755</b>	<b>25 681 555</b>	<b>9 472 470</b>	

## Le tableau de synthèse budgétaire et comptable

		Bl n	CF n	
<b>Stocks initiaux</b>	<b>1 Niveau initial de restes à payer</b>	0		
	<b>2 Niveau initial du fonds de roulement</b>	8 516 245		
	<b>3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement</b>	-1 445 130		
	<b>4 Niveau initial de la trésorerie</b>	9 961 375		
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée			
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	9 961 375			
<b>Flux de l'année</b>	<b>5 Autorisations d'engagement</b>	252 033 707		
	<b>6 Résultat patrimonial</b>	849 017		
	<b>7 Capacité d'autofinancement (CAF)</b>	5 849 017		
	<b>8 Variation du fonds de roulement</b>	1 956 551		
	<b>9 Opérations comptables sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF</b>	<b>SENS</b>	<b>-300 000</b>	
	Variation des stocks	+ / -	0	
	Production immobilisée	+	0	
	Charges sur créances irrécouvrables	-	-300 000	
	Produits divers de gestion courante	+	0	
	<b>10 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires</b>	<b>SENS</b>	<b>5 784 356</b>	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	0	
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	18 299 356	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-12 515 000	
	<b>11 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10</b>		<b>-3 527 805</b>	
<b>12 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations non budgétaires</b>		<b>-3 038 900</b>		
<b>13 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 12</b>		<b>2 445 456</b>		
<b>14 Variation de la trésorerie = 11 - 12</b>		<b>-488 905</b>		
14.a dont variation de la trésorerie fléchée				
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée		-488 905		
<b>15 Restes à payer</b>		<b>3 596 441</b>		
<b>Stocks finaux</b>	<b>16 Niveau final de restes à payer</b>	3 596 441		
	<b>17 Niveau final du fonds de roulement</b>	10 472 796		
	<b>18 Niveau final du besoin en fonds de roulement</b>	1 000 326		
	<b>19 Niveau final de la trésorerie</b>	9 472 470		
	19.a dont niveau final de la trésorerie fléchée		0	
19.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée		9 472 470		

## Présentation de l'ensemble des apports à l'activité conduite par les unités de recherche

Secteur Laboratoire	Association	Effectifs E-C + C 2016	dont E-C Lille 1 2016	ITA, IATOS et autres tous établissements	ITA, IATOS et autres Lille 1	Ressources financières hors personnel 2016
<b>BIOLOGIE BIOTECHNOLOGIES</b>						
FRE 3688 - FRABIO	CNRS INSERM INRA					
UMR 8161 M3T - Mécanismes de Tumorigénèse et Thérapies Ciblées	CNRS INSERM	26	5	22	0	
UMR 8576 UGSF - Unité de Glycobiologie Structurale et Fonctionnelle	CNRS INRA	75	54	43	21	
UMR_S 1192 PRISM - Protéomique Réponse Inflammatoire et Spectrométrie de Masse	INSERM	18	9	10	6	
UMR_S 1003 PHYCEL - Laboratoire de Physiologie Cellulaire	INSERM	15	10	7	2	
UMR_S 908 CPAC - Plasticité Cellulaire et Cancer	INSERM	7	4	14	5	
EA 7394 VIOLETTE - Institut Régional de Recherche en Agroalimentaire et Biotechnologie	EA	54	28	22	17	
EA 4488 UREPSSS - Centre de Recherche Pluridisciplinaire Sport Santé, Société	(Lille2)	29	6	8	3	
EA 4489 EPS - Environnement Périnatal et Santé	(Lille2)	18	7	6	4	
UMR_S 1172 IPARC - Centre de Recherche Jean-Pierre AUBERT Neurosciences et cancer	(Lille2)	67	4	74	0	
UMR 8204 CIIL - Centre d'Infection et d'Immunité de Lille	CNRS INSERM	78	3	80	0	
<b>Total BIOLOGIE BIOTECHNOLOGIES</b>						<b>0 €</b>
<b>CHIMIE MATERIAUX</b>						
FRE 2638 IMEC - Institut Michel Eugène Chevreul	CNRS INRA					
UMR 8181 UCCS - Unité de Catalyse et Chimie du Solide	CNRS	100	40	38	12	
UMR 8207 UMET - Unité de Matériaux et Transformations	CNRS, INRA	75	44	36	12	
UMR 8516 LASIR - Laboratoire de Spectrochimie Infrarouge et Raman	CNRS	32	22	20	10	
USR 3290 MSAP - Miniaturisation pour la Synthèse, l'Analyse et la Protéomique	USR CNRS	5	3	5,5	3,5	
<b>Total CHIMIE MATERIAUX</b>						<b>0 €</b>
<b>Environnement</b>						
FED 4129 - IREPSE						
UMR 8198 EVO ECO PALEO - Evolution, Ecologie et Paléontologie	CNRS	30	24	23	15	
UMR 8522 PC2A - Laboratoire de Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère	CNRS	17	10	13	8	
UMR 8187 LOG - Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences	CNRS	52	24	36	10	
UMR 8518 LOA - Laboratoire d'Optique Atmosphérique	CNRS	22	17	21	6	
UMS 2877 ICARE - Interaction Clouds Aerosols Radiations	CNRS					
<b>Total Environnement</b>						<b>0 €</b>
<b>Sciences sociales</b>						
USR 3185 MESHS	CNRS					
EA 4477 TVES - Territoires, Villes, Environnement et Société	EA	54	32	20	14	
UMR 8019 CLERSE - Centre Lillois d'Etudes et de Recherche Sociologiques et Economiques	CNRS	88	68	10,5	1,5	
UMR 9221 LEM - Lille Economie Management	CNRS	142	46	11	2	
EA 7396 RIME Lab - Recherches interdisciplinaires en Management et Economie	EA	59	31	9	3	
EA 4354 CIREL - Centre Interuniversitaire de Recherche en Education de Lille	(Lille 3)	60	17	17	11	
UMR 8163 STL - Savoirs Textes et langage	CNRS	69	2	5,0	0,0	
<b>Total Sciences sociales</b>						<b>0 €</b>
<b>STIC</b>						
USR 3380 - IRCICA	USR CNRS					
UMR 8520 IEMN - Institut d'Electronique, de Microélectronique et de Nanotechnologies	CNRS	177	73	111	27	
UMR 9189 CRISTAL - Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille	CNRS INRIA	204	109	51	22	
EA 2697 L2EP - Laboratoire d'Electrotechnique et Electronique de Puissance	EA	31	13	16	8	
<b>Total STIC</b>						<b>0 €</b>
<b>MECANIQUE GENIE CIVIL</b>						
EA 4515 LGCgE - Laboratoire de Génie et Géo Environnement	EA	58	18	29	5	
FRE 3723 - Laboratoire de Mécanique de Lille	CNRS	69	42	24	12	
<b>Total Mécanique Génie Civil</b>						<b>0 €</b>
<b>PHYSIQUE</b>						
UMR 8523 PhLAM - Laboratoire de Physique des Lasers, Atomes et Molécules	CNRS	70	57	37	10	
<b>Total Physique</b>						<b>0 €</b>
<b>MATHEMATIQUES</b>						
FR 2956 FED MATHS	CNRS					
UMR 8524 LPP - Laboratoire Paul PAINLEVE	CNRS, INRIA	124	113	17	5	
UMR 8028 IMCCE - Institut de Mécanique Céleste et de Calcul des Ephémérides	CNRS	11	3	22	0	
<b>Total Mathématiques</b>						<b>0 €</b>

## Présentation de l'ensemble des apports à l'activité conduite par les unités de recherche

	Secteur Laboratoire	Association	Dotation de Lille 1 budget 2017	ressources propres du laboratoire	contrats de recherche	Ressources financières hors Lille1 base 2016
	<b>BIOLOGIE BIOTECHNOLOGIES</b>					
					Tranche 2017	
	FRE 3688 - FRABIO	CNRS INSERM INRA	11 383	96 700	0	45 000
M3T	UMR 8161 M3T - Mécanismes de Tumorigénèse et Thérapies Ciblées	CNRS INSERM	14 229		0	190 000
UGSF	UMR 8576 UGSF - Unité de Glycobiologie Structurale et Fonctionnelle	CNRS INRA	162 624		59 549	534 611
PRISM	UMR_S 1192 PRISM - Protéomique Réponse Inflammatoire et Spectrométrie de Masse	INSERM	22 675	10 464	121 017	50 000
PHYCEL	UMR_S 1003 PHYCEL - Laboratoire de Physiologie Cellulaire	INSERM	35 168	10 000	140 000	60 000
CPAC	UMR_S 908 CPAC - Plasticité Cellulaire et Cancer	INSERM	12 176		15 000	128 000
VIOLLETTE	EA 7394 VIOLLETTE - Institut Régional de Recherche en Agroalimentaire et Biotechnologie	EA	69 529	32 036	299 030	
UREPSS	EA 4488 UREPSS - Centre de Recherche Pluridisciplinaire Sport Santé, Société	(Lille2)	15 072		0	
ENVIRONNEM	EA 4489 EPS - Environnement Périnatal et Santé	(Lille2)	15 133		20 600	
JPARC	UMR_S 1172 JPARC - Centre de Recherche Jean-Pierre AUBERT Neurosciences et cancer	(Lille2)	7 065		0	
CIIL	UMR 8204 CIIL - Centre d'Infection et d'Immunité de Lille	CNRS INSERM	9 587		0	200 830
	<b>Total BIOLOGIE BIOTECHNOLOGIES</b>		<b>374 641</b>	<b>149 200</b>	<b>655 196</b>	<b>1 208 441 €</b>
	<b>CHIMIE MATERIAUX</b>					
IMEC	FRE 2638 IMEC - Institut Michel Eugène Chevreul	CNRS INRA			0	56 054
UCCS	UMR 8181 UCCS - Unité de Catalyse et Chimie du Solide	CNRS	144 431	23 300	905 760	237 867
UMET	UMR 8207 UMET - Unité de Matériaux et Transformations	CNRS, INRA	149 191	5 156	1 375 956	177 000
LASIR	UMR 8516 LASIR - Laboratoire de Spectrochimie Infrarouge et Raman	CNRS	57 672	6 355	170 767	82 000
MSAP	USR 3290 MSAP - Miniaturisation pour la Synthèse, l'Analyse et la Protéomique	USR CNRS	11 229		10 000	57 000
	<b>Total CHIMIE MATERIAUX</b>		<b>362 523</b>	<b>34 811</b>	<b>2 462 483</b>	<b>609 921 €</b>
	<b>FED 4129 - IREPSE</b>					
EVO ECO PAL	UMR 8198 EVO ECO PALEO - Evolution, Ecologie et Paléontologie	CNRS	103 670	28 000	232 396	108 500
PC2A	UMR 8522 PC2A - Laboratoire de Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère	CNRS	54 145	6 000	105 848	68 565
LOG	UMR 8187 LOG - Laboratoire d'Océanologie et de Géosciences	CNRS	73 623		231 589	100 700
LOA	UMR 8518 LOA - Laboratoire d'Optique Atmosphérique	CNRS	66 361		67 634	88 400
ICARE	UMS 2877 ICARE - Interaction Clouds Aerosols Radiations	CNRS			20 000	15 000
	<b>Total Environnement</b>		<b>297 799</b>	<b>34 000</b>	<b>657 467</b>	<b>381 165 €</b>
	<b>Sciences sociales</b>					
MESHES	USR 3185 MESHES	CNRS			0	
TVES	EA 4477 TVES - Territoires, Villes, Environnement et Société	EA	41 458	3 000	61 352	
CLERSE	UMR 8019 CLERSE - Centre Lillois d'Etudes et de Recherche Sociologiques et Economiques	CNRS	93 200	30 456	21 000	66 387
LEM	UMR 9221 LEM - Lile Economie Management	CNRS	59 113		9 989	25 812
RIME LAB	EA 7396 RIME Lab - Recherches interdisciplinaires en Management et Economie	EA	26 829		0	
CIREL	EA 4354 CIREL - Centre Interuniversitaire de Recherche en Education de Lille	(Lille 3)	24 909		5 800	
STL	UMR 8163 STL - Savoirs Textes et langage	CNRS	2 735		0	26 106
	<b>Total Sciences sociales</b>		<b>248 244</b>	<b>33 456</b>	<b>98 141</b>	<b>118 305 €</b>
	<b>STIC</b>					
IRCICA	USR 3380 - IRCICA	USR CNRS	164 000	2 000	0	380 000
IEMN	UMR 8520 IEMN - Institut d'Electronique, de Microélectronique et de Nanotechnologies	CNRS	589 655		359 561	1 680 350
CRISTAL	UMR 9189 CRISTAL - Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille	CNRS INRIA	363 489	206 584	485 670	252 500
L2EP	EA 2697 L2EP - Laboratoire d'Electrotechnique et Electronique de Puissance	EA	47 256	12 000	152 800	
	<b>Total STIC</b>		<b>1 164 400</b>	<b>220 584</b>	<b>998 031</b>	<b>2 312 850 €</b>
	<b>MECANIQUE</b>					
LGCGE	EA 4515 LGCgE - Laboratoire de Génie et Géo Environnement	EA	54 061		370 585	
LML	FRE 3723 - Laboratoire de Mécanique de Lille	CNRS	131 206	13 500	435 222	49 000
	<b>Total Mécanique</b>		<b>185 267</b>	<b>13 500</b>	<b>805 807</b>	<b>49 000 €</b>
	<b>PHYSIQUE</b>					
PHLAM	UMR 8523 PhLAM - Laboratoire de Physique des Lasers, Atomes et Molécules	CNRS	216 536	7 800	1 218 840	235 300
	<b>Total Physique</b>		<b>216 536</b>	<b>7 800</b>	<b>1 218 840</b>	<b>235 300 €</b>
	<b>MATHEMATIQUES</b>					
MATH	FR 2956 FED MATHS	CNRS	8 640	2 000	0	10 000 €
PAINLEVE	UMR 8524 LPP - Laboratoire Paul PAINLEVE	CNRS, INRIA	171 070	38 700	30 750	99 000
IMCCE	UMR 8028 IMCCE - Institut de Mécanique Céleste et de Calcul des Ephémérides	CNRS	8 683		0	37 000
	<b>Total Mathématiques</b>		<b>188 393</b>	<b>40 700</b>	<b>30 750</b>	<b>146 000 €</b>